

Conjoncture agricole

n° 26 - mars 2018

Bilan de la campagne agricole 2017

Des productions en hausse mais des marchés toujours peu rémunérateurs

En 2017, la moisson des céréales retrouve un niveau proche de la normale et permet de remplir les exigences des marchés extérieurs. Suite à l'arrêt des quotas, la production de betteraves industrielles est en forte hausse. Avec des surfaces en augmentation et de bons rendements, la production de pommes de terre afflue sur un marché rapidement encombré. La bonne maîtrise de l'offre par l'amont de la filière assure le maintien des cours de l'endive à un bon niveau. La sécheresse précoce impacte durablement la production de l'herbe dans les prairies. Les cours du lait connaissent une embellie qui limite l'abattage des vaches de réforme et ainsi soutient les cours du bœuf. Ceux du porc connaissent un repli progressif dans un contexte de baisse générale de la demande. La hausse du prix de l'énergie et des engrais s'est globalement repercutée sur le prix des produits agricoles. Cependant, les trésoreries déjà fragilisées sont pénalisées par un contexte de cours des produits agricoles souvent déprimés.

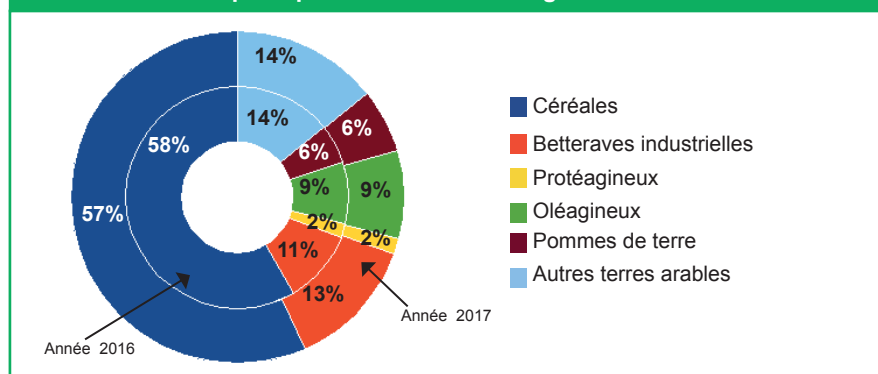
La culture de betteraves industrielles gagne du terrain au détriment des céréales

L'année 2017 est marquée par l'arrêt des quotas betteraviers. Sous l'impulsion des transformateurs, la superficie en betteraves industrielles augmente largement avec plus de 20 % de surfaces supplémentaires soit un gain de plus de 39 000 hectares. Cette progression se fait au détriment de la surface en céréales qui perd près de 35 000 hectares. La surface en blé diminue de plus de 21 500 hectares et celle de l'orge de plus de 14 500 hectares. Parmi les céréales, seule la superficie consacrée à l'avoine augmente de 7 à 9 000 hectares entre 2016 et 2017.

La superficie implantée en pommes de terre augmente de 8 % entre 2016 et 2017 soit près de 8 400 hectares supplémentaires. Victimes de résultats moyens ces dernières années, les surfaces en protéagineux reculent de plus de 9 000 hectares pour atteindre 29 000 hectares. Les surfaces en oléagineux sont quasi-stables avec près de 158 000 hectares.

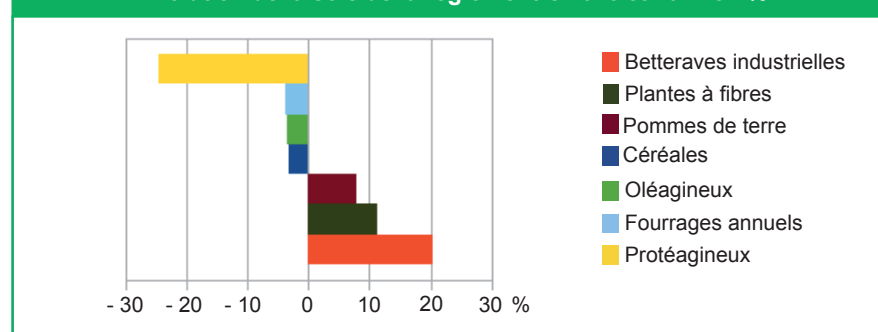
Les plantes à fibre ne cessent de gagner du terrain dans la région alors que la culture du maïs ensilage est en baisse dans tous les départements.

Évolution des principales cultures de la région entre 2016 et 2017



Source : Agreste SAA - SAP 2017

Évolution de la sole de la région entre 2016 et 2017 en %



Source : Agreste SAA - SAP 2017



Céréales : le niveau de production et la qualité sont au rendez-vous mais pas les prix

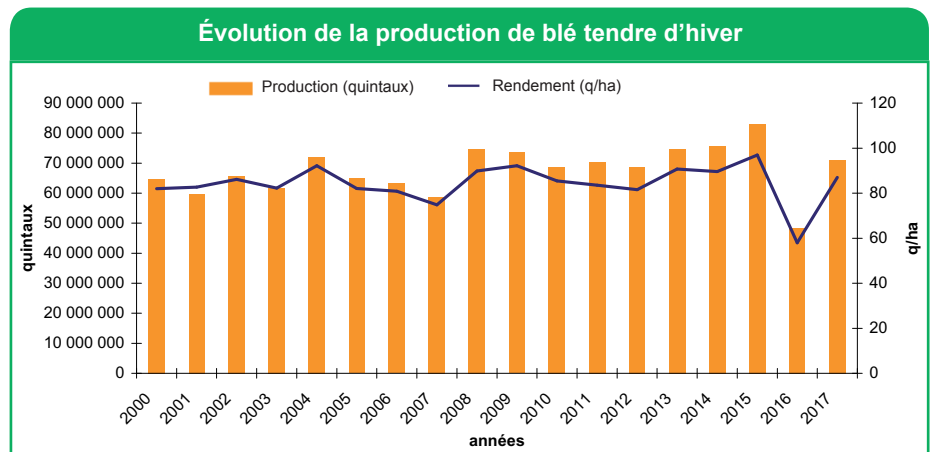
Le blé tendre d'hiver retrouve un niveau de production comparable à 2012, avec plus de 7 millions de tonnes, après une année 2016 particulièrement difficile. Les rendements sont corrects mais insuffisants pour compenser la baisse des surfaces ensemencées. La sole en blé tendre d'hiver atteint plus de 803 000 hectares en 2010 pour continuer à s'élever jusqu'à 854 000 hectares en 2015 puis redescendre à 813 000 hectares en 2017.

Le constat est le même pour l'orge d'hiver. La surface consacrée à cette culture passe de près de 93 000 hectare en 2011 à près de 131 000 ha en 2016 pour redescendre à 117 700 hectares en 2017.

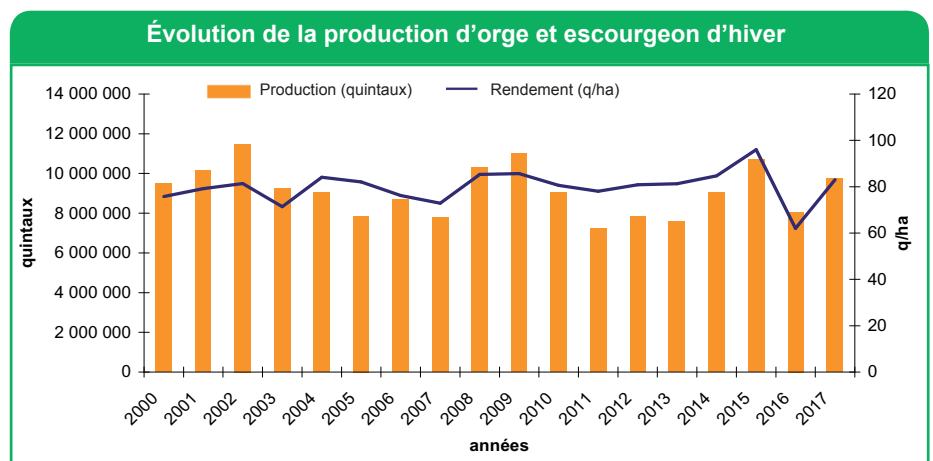
Sur cette campagne céréalière, la pression sanitaire est assez faible grâce au déficit pluviométrique peu propice aux maladies fongiques.

Après de bonnes conditions de semis à l'automne, le déficit pluviométrique (cf. figure 1) a fait craindre le pire pour les céréales ensemencées en novembre ainsi que celles semées dans les terres calcaires ou sableuses. Au 1er janvier, l'indice d'humidité des sols, représentant l'état des ressources en eau du sol superficiel (entre 1 et 2 m de profondeur) est, dans la région, souvent inférieur de 20 à 40 % par rapport à la normale, voire de 60 % près de la frontière belge. Le sol tassé par la sécheresse engendre des enracinements variables.

Il faut attendre le mois d'avril pour voir le retour de la pluie, les céréales vont alors pouvoir profiter pleinement des apports azotés avant la période de floraison. Les bonnes conditions météorologiques conduisent à une excellente fertilité des épis contraire-



Source : Agreste SAA - SAP 2017



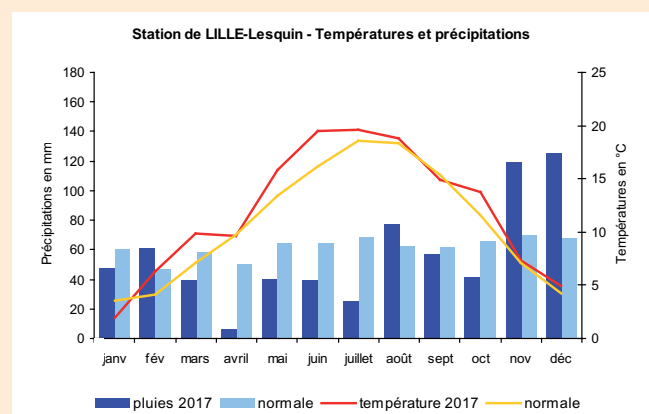
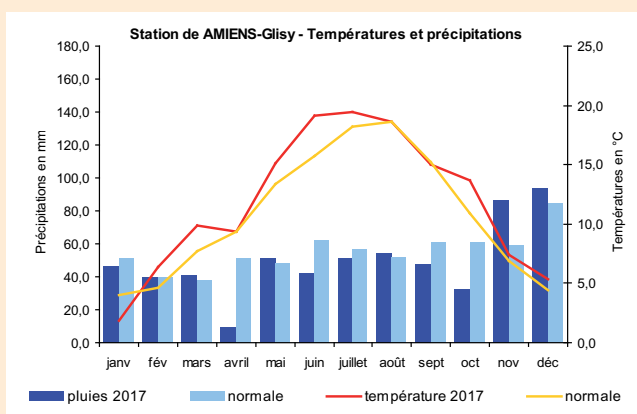
Source : Agreste SAA - SAP 2017

ment à l'année 2016. Cependant la situation est très hétérogène dans la région, notamment pour les parcelles en terres légères plus sujettes au stress hydrique. Fin juin, quelques fortes chaleurs perturbent le remplissage des grains.

Sur le plan qualitatif, la récolte est très satisfaisante. La teneur moyenne en protéines se situe entre 11 et 12 %, le poids spécifique entre 77 et 77,9 kg/hl et la teneur en eau n'excède pas 14,3 % en moyenne.

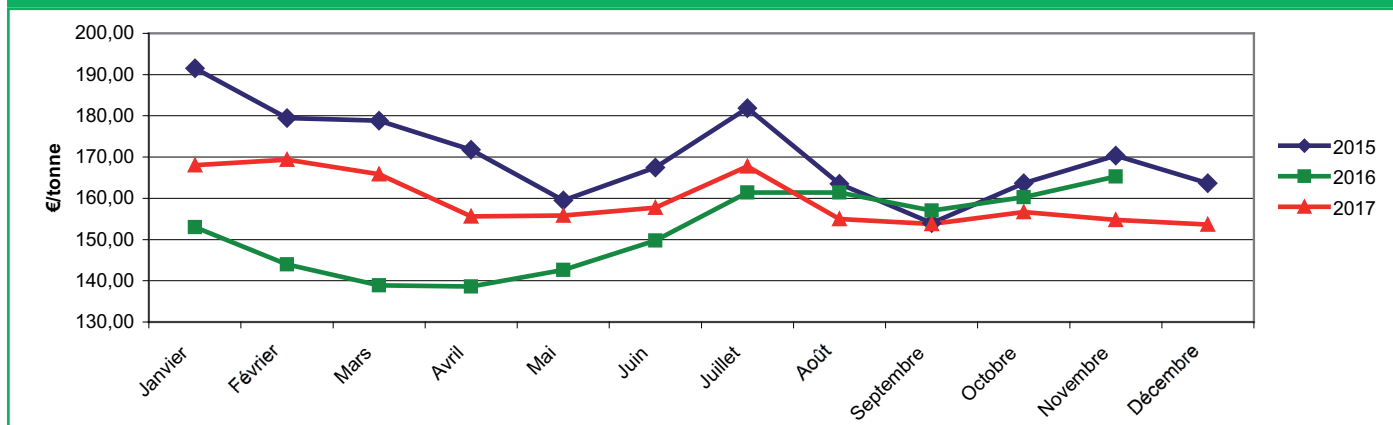
Des précipitations saisonnières anormales sur fond de douceur

Figure 1 : Bilan climatique de l'année 2017



Source : Météo France

Cotation du blé tendre rendu Rouen



Source : La Dépêche

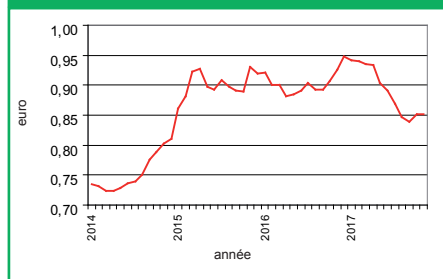
Sur le plan de la commercialisation, le cours du blé tendre rendu Rouen débute en janvier à 168 € la tonne pour se stabiliser autour des 155 € la tonne depuis le mois d'août. Les mois d'octobre et novembre ne voient pas remonter les prix comme cela est le cas habituellement. La Russie fait une récolte de blé record ce qui tire les cours vers le bas.

Après une forte chute en 2014, la parité euro dollar poursuit une tendance haussière. Il n'y a que sur le marché intracommunautaire que la qualité du blé français peut faire la différence.

La commercialisation de l'orge de mouture rendu Rouen connaît les mêmes difficultés. Toutefois, si en début d'année, la cotation de la tonne dépasse timidement les 140 €, elle s'élève à 151 € en novembre pour redescendre à 149 € en décembre. Pour mémoire, l'orge de mouture rendu Rouen cote à 143 € la tonne en janvier 2016 et 174,5 € la tonne en janvier 2015.

L'analyse de la parité euro/dollar sur ces 4 dernières années explique le manque de compétitivité des céréales françaises par rapport aux autres pays exportateurs.

Parité du Dollar US en euro



Source : Agreste - Banque de France

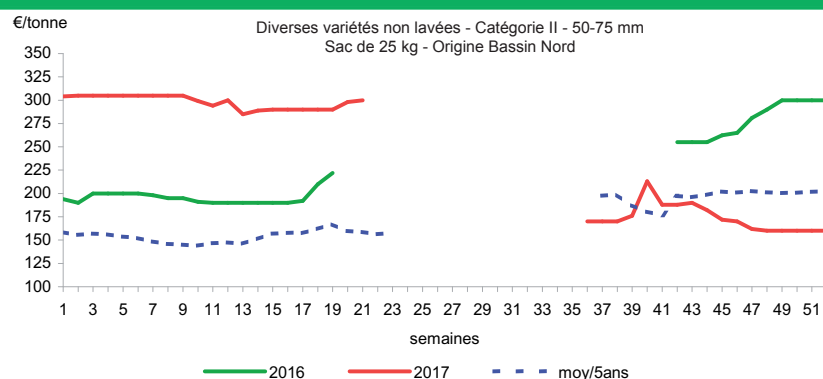
Pommes de terre : la forte hausse de la production pèse sur les prix

En 2017, la production régionale de pommes de terre de conservation et demi-saison s'élève à 4,1 millions de tonnes, contre 3,3 millions de tonnes en 2016, soit une hausse de 25 %. Cette hausse conséquente s'explique par une augmentation des surfaces (89 570 ha soit +9,8 %) et un rendement moyen correct de 46 t/ha, qui gagne 6 t/ha sur un an.

Avec plus de 840 000 tonnes, la production de la pomme de terre de féculerie augmente également de 19 %, en raison essentiellement d'un très bon rendement, supérieur de 21 % à celui de 2016, les surfaces évoluant peu d'une année sur l'autre.

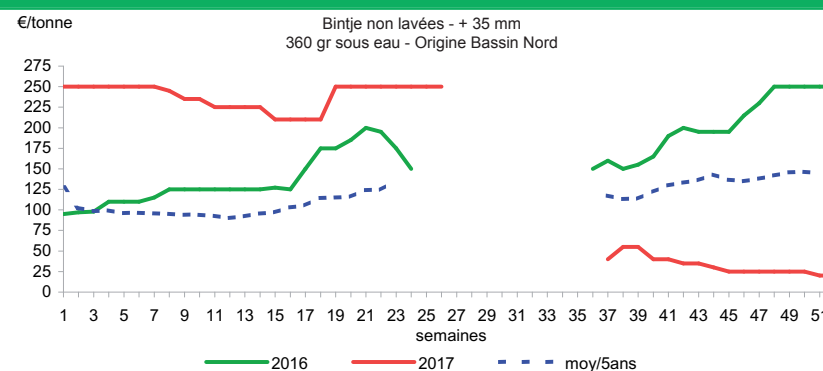
Le début de campagne se déroule dans un contexte de sécheresse marquée (cf. figure 1). Les plantations s'achèvent en avril. Malgré l'absence de précipitations qui perdure au printemps, la tubérisation s'avère correcte en juin et la pression du mildiou reste faible. En juillet les champs souffrent du manque d'eau. Le retour bénéfique des précipitations en août ralentit la sénescence et permet ainsi le grossissement des tubercules qui apporte un gain en calibre et en rendement. Les travaux d'arrachages se terminent en octobre et ont bénéficié dans leur ensemble de bonnes conditions météorologiques.

Cotation Pomme de terre de consommation



Source : RNM - France Agrimer

Cotation Pomme de terre d'industrie



Source : RNM - France Agrimer

Les cours victimes d'une offre pléthorique

Devant les volumes importants attendus, auxquels se rajoutent les stocks de la campagne précédente, les prix s'effondrent en été. Affichés sous le niveau de la moyenne quinquennale, ils restent stables jusqu'en décembre. Le segment de l'industrie reste encombré

avec une accumulation de l'offre et des difficultés de gestion des stocks.

L'export offre plus de disponibilités et reste dynamique en début de saison. Les lots « haut de gamme » partent vers le Moyen-Orient. Les lots de qualité plus basique

sont très concurrentiels et s'écoulent vers l'Europe de l'Est dans un marché opportuniste.

Sur le segment du frais, le marché est déprimé dans un contexte de consommation intérieure en baisse.

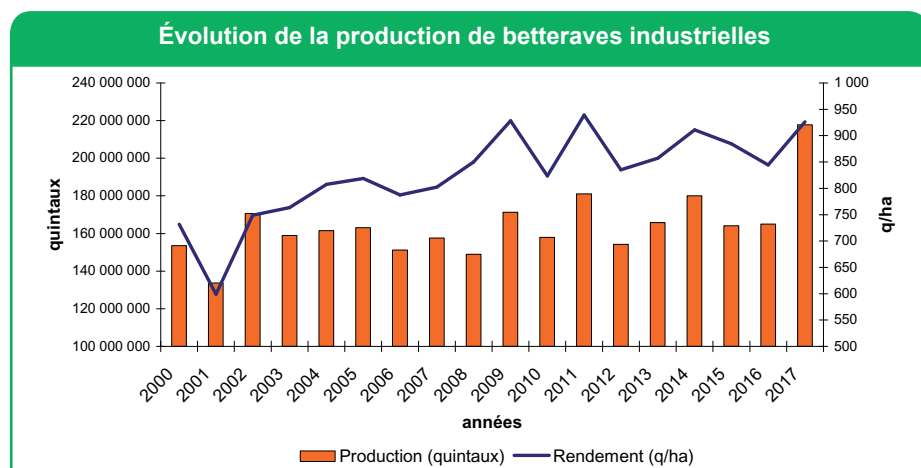
Forte hausse de la production de betteraves sucrières

Avec la fin des quotas en betteraves sucrières, les surfaces ensemencées progressent de 20 % et totalisent plus de 235 000 hectares. La production de betteraves sucrières devrait ainsi dépasser les 21 millions de tonnes contre plus de 16 millions lors de la campagne précédente. Cette année, la production augmente de 35 % par rapport à la production moyenne 2000-2016.

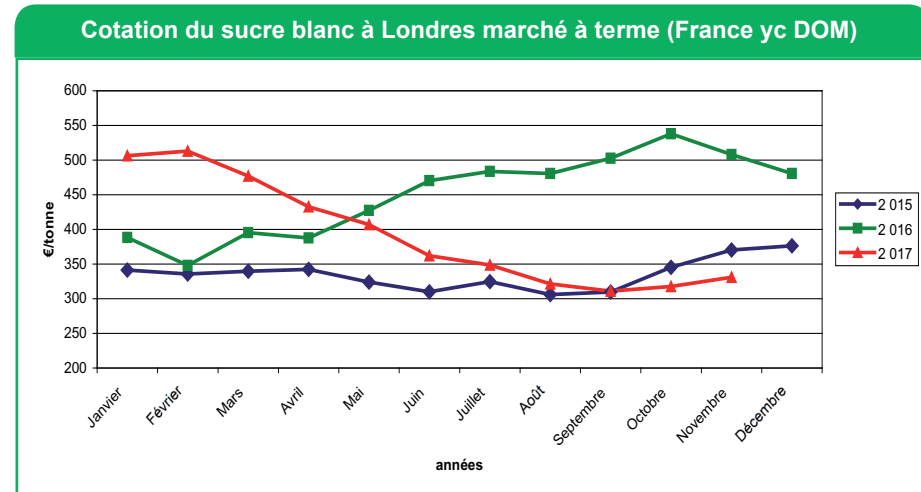
Les conditions météorologiques sont satisfaisantes pour les semis même si le déficit hydrique nuit parfois à une levée homogène. L'ensoleillement du printemps favorise le développement foliaire. Le retour de la pluie dès le mois d'août (cf. figure 1) est propice au développement des maladies cryptogamiques comme la cercosporiose. Les premières récoltes se déroulent avec quinze jours d'avance, mais elles durent jusqu'en janvier car la pluie abondante en décembre perturbe l'arrachage des dernières parcelles. Les résultats sont excellents, les stocks jusqu'alors exceptionnellement bas vont pouvoir s'étoffer.

Cependant le cours du sucre est orienté à la baisse. Jusqu'alors, les quotas sucriers assuraient une certaine stabilité du revenu mais dorénavant, les betteraviers vont faire face à la volatilité des prix du marché mondial. Cependant, le contexte n'est pas comparable à celui de la production laitière en 2015. La production de sucre est gérée par les industriels eux-mêmes et non par les exploitants agricoles. De plus, les droits d'importation de sucre dans l'Union Européenne restent élevés hors accords commerciaux préférentiels.

La consommation de sucre au niveau mondial est en hausse mais cette augmentation est moins rapide que celle de la production. En outre, dans les pays déve-



Source : Agreste SAA - SAP 2017



Source : La Dépêche

loppés, nombre de produits alimentaires affichent des teneurs réduites en sucre afin de lutter contre l'obésité et les maladies cardio-vasculaires.

En septembre 2017, le cours du sucre blanc Londres marché à terme est à 311 € la

tonne, cours le plus bas depuis septembre 2015. Sur l'année 2017, le cours du sucre blanc chute de plus de 30 %. En effet, d'autres pays exportateurs connaissent aussi une hausse de leur production comme le Brésil, l'Inde et la Thaïlande.

Endives

Fin de campagne 2016-2017 : une offre en baisse, des cours bien orientés

La campagne de l'endive se poursuit en 2017 dans un contexte de production en baisse mais avec des cours qui restent bien orientés. Moins nombreuses à

l'issue de la période d'arrachage en décembre 2016, les racines s'avèrent très moyennement productives au forçage d'où une production finale de 148 000 tonnes en baisse de 7 % par rapport à la campagne précédente.

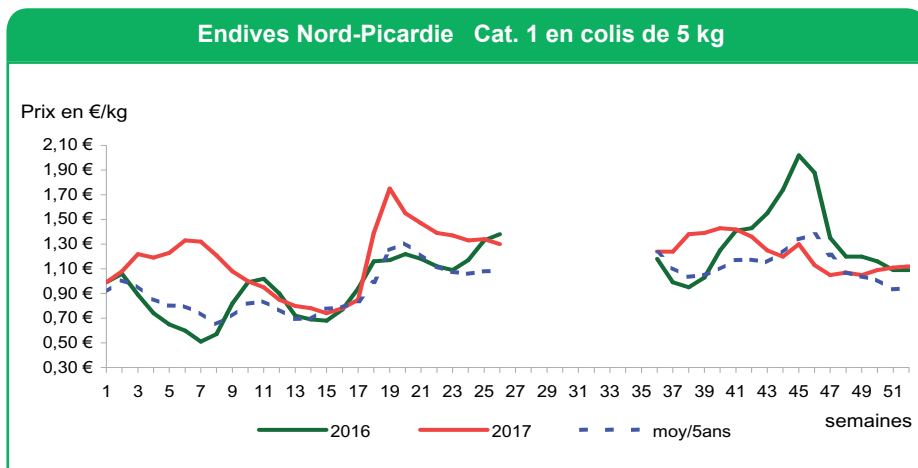
Le marché de l'endive peine à redémarrer en début d'année. Malgré des températures froides et une faible concurrence en salade, les producteurs doivent concéder des baisses de prix pour maintenir l'activité. Courant mars, le surplus

offre est dirigé vers les banques alimentaires et l'industrie de transformation. Le marché retrouve son équilibre fin avril et permet un maintien des cours à un bon niveau. Cette situation se maintient jusqu'en fin de campagne.

Début de campagne 2017-2018 : une offre bien régulée dans un marché sans éclat

La surface consacrée à la production de racines est stable par rapport à la campagne précédente, voire en très légère hausse. La sécheresse printanière ralentit le développement des racines et la campagne accuse un retard de 2 semaines. Les pluies d'août sont très bénéfiques et le rendement des racines s'avère satisfaisant avec un poids moyen en hausse.

En septembre, la demande du marché sur ce produit est dynamique. Les prix pratiqués restent à des niveaux élevés, supérieurs de l'ordre de 30 % à la moyenne quinquennale. A la mi-octobre la demande



Source : RNM - France Agrimer

s'essouffle et les cours se replient sous le niveau de 2016. Cette année la présence de racines de gros calibre complexifie la mise en bac et génère une baisse de production. La régulation de l'offre par les

acteurs de la filière reste néanmoins nécessaire pour accompagner la baisse de la demande et maintenir les prix à un niveau correct, proche de la moyenne quinquennale.

Des cultures minoritaires mais néanmoins emblématiques de la région

Le lin fibre

Le lin fibre est essentiellement cultivé sur l'ouest de la région qui bénéficie d'un climat tempéré propice à son développement. Ainsi, les plus grandes surfaces de lin fibre se localisent dans les petites régions agricoles du Ponthieu, du Ternois, du Vimeu, de la Flandre intérieure, de la Flandre maritime, des Wateringues et du pays de Montreuil.

La région compte plus de 2 milliers de liniculteurs au recensement agricole de 2010. En 2017, la surface cultivée en lin textile dépasse les 30 000 hectares pour les Hauts de France.

Bien que cette filière soit aujourd'hui tournée presque exclusivement vers le marché chinois en ce qui concerne les fibres longues, le lin fibre trouve d'autres débouchés que le textile pour ses fibres courtes ou étoupes comme par exemple, des matériaux composites « haute performance » thermique et phonique. Les parties telles que l'écorce externe et les poussières issues du teillage sont valorisées en paillage, chaufferie ou méthanisation.

Non seulement cette culture industrielle est une culture à forte valeur ajoutée mais elle nécessite peu d'intrants et permet de diversifier les assolements. L'accroissement des surfaces en lin est aussi guidé par cet enjeu.

Le houblon

La surface consacrée à la culture du houblon dans la région correspond à près de

5 % de la surface consacrée en France métropolitaine (612 hectares en France métropolitaine au recensement agricole de 2010). Si cela peut sembler faible, la culture du houblon est traditionnelle dans le Nord. Très largement cultivée autrefois, elle fait partie du patrimoine et des paysages. La mode « locavore » et le développement de brasseries artisanales lui donnent un nouveau souffle. On rencontre aujourd'hui cette culture jusque dans la Somme.

De 2015 à 2017, la surface consacrée au houblon augmente de 17 %. Même si le climat des Hauts-de-France n'est pas le plus propice à cette culture, l'intérêt économique de le produire près des lieux de transformation, permet de pérenniser sa production dans la région.

Le miscanthus

Le miscanthus ou « herbe à éléphant » est une graminée que l'on rencontre de plus en plus fréquemment dans la région. Près de 550 hectares y sont consacrés en 2017 selon les données de l'Agence de Services et de Paiement. En 2 ans, la superficie en miscanthus augmente de 25 %. Le département de la Somme accueille 60 % de la production de la région et celui de l'Aisne, 20 %.

Cette culture a bien des atouts à faire valoir car elle nécessite peu d'intrants et a un intérêt en tant qu'épurateur des eaux sur le même principe que l'assainissement à ro-

seaux ou à bambous. Sa faculté de piéger les pollutions diffuses dans son rhizome en fait une alternative aux cultures alimentaires pour exploiter des sols pollués. Ainsi et après une phase de test éprouvée depuis 2008, le miscanthus est implanté sur le site Métaeurop.

Cette culture mise en place pour 20 ans, favorise aussi la biodiversité. La partie aérienne de la plante est récoltée annuellement à partir de la deuxième année. Le facteur limitant de la filière est celui du transport. Dans la région, la plante est utilisée en circuit-court pour les chaufferies biomasse : chaudière collective dans une commune de la Somme, chaufferie dans une abbaye de l'Oise... Le miscanthus peut aussi être utilisé comme litière pour l'élevage ou comme complément alimentaire pour les bovins. Sous forme de béton végétal, le miscanthus est un isolant. La filière doit encore se structurer pour que cette culture vertueuse gagne du terrain.

La chicorée à café

98 % des producteurs de chicorée à café ont leur siège dans les Hauts-de-France. En France, 2409 hectares de chicorée à café sont cultivées dont 1925 hectares dans le Nord et le Pas-de-Calais (source : recensement agricole de 2010).

En 2017, plus d'un millier d'hectares restent consacrés à cette culture dans la région. Cette superficie devrait augmenter en 2018.

Prairie : une sécheresse précoce qui impacte la production d’herbe

La campagne 2017 reste marquée par une sécheresse précoce qui a impacté durablement la production d’herbe. La pousse de l’herbe de printemps est déficitaire et celle du second semestre n’est pas suffisante pour compenser la perte de production sur l’année.

Pousse de printemps (avril à juin) :

La pousse de l’herbe en région connaît un démarrage précoce au printemps avant d’être ralentie par une période de froid en avril. Elle reprend ensuite difficilement dans des conditions climatiques défavorables de sécheresse et de chaleur qui sévissent en mai et en juin (figure 1).

Pour les prairies pâturées, la pousse, excédentaire en avril, devient déficitaire en mai et juin avec des températures élevées qui limitent ou bloquent la croissance. Dès juin, les éleveurs laitiers complètent l’alimentation des bovins en pâture. Côté récolte, les fauches sont en baisse en quantité de l’ordre de 20 à 30 % avec une qualité correcte.

Le déficit de production d’herbe est moins marqué en zone littorale sud-ouest de la région.

Pousse d’été (juillet à octobre) :

La production d’herbe reste toujours nettement déficitaire en juillet et en août. Le re-

tour des pluies en septembre permet la reprise automnale de la production d’herbe. Celle-ci se confirme en octobre avec une pousse de l’herbe excédentaire sur la quasi totalité du territoire régional. Cependant ce surplus d’herbe tardif reste difficilement valorisable et ne permet pas de reconstituer les stocks entamés depuis juin.

La campagne 2017 reste marquée par une sécheresse précoce qui a impacté durablement la production d’herbe. La pousse de l’herbe de printemps est déficitaire et celle du second semestre n’est pas suffisante pour compenser la perte de production sur l’année.

Hausse du prix du lait au cours du second semestre

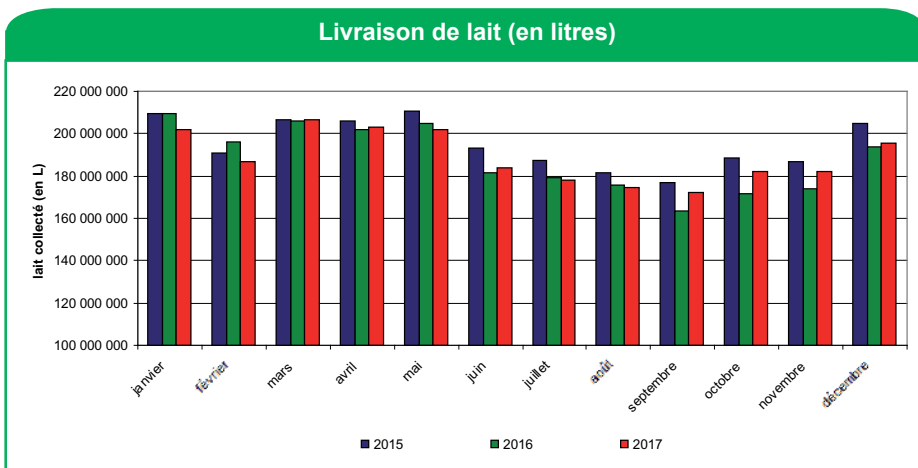
En 2016, la collecte laitière baisse en réponse à une politique publique incitative. Cependant, en 2017, la production de lait dans la région se redresse depuis mars et l’année se termine avec un volume de livraison chaque mois supérieur à celui de 2016 dans un contexte d’amélioration de la situation du marché du lait. Ainsi, la production s’élève à 22,7 millions d’hectolitres contre 22,6 millions en 2016 et 23,4 millions en 2015.

La baisse de la production de lait au niveau mondial permet en effet un redressement des cours dans un contexte de forte demande chinoise. Toutefois, le stock important de poudre de lait de l’Union Européenne empêche une croissance plus forte des prix. La demande en beurre s’accroît puisque les industriels procèdent au remplacement de l’huile de palme par le beurre dans de nombreux produits transformés. Mais le beurre est un co-produit de la poudre de lait écrémé déjà disponible en grande quantité. La fabrication de crème et de fromages mieux valorisés lui est préférée.

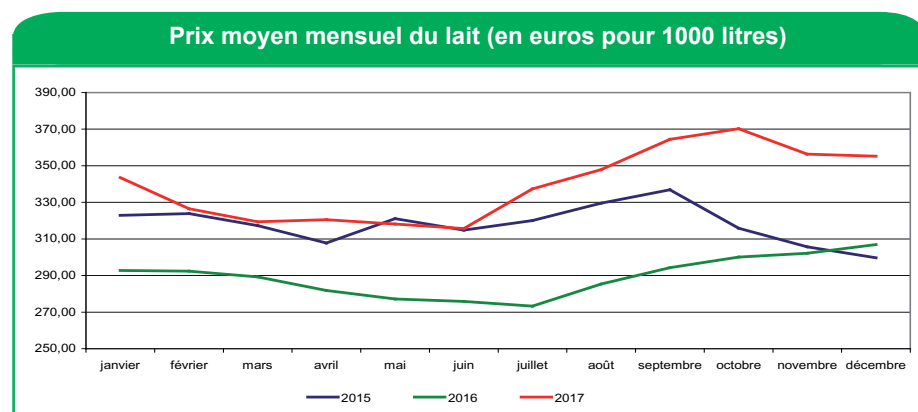
Par conséquent, après une baisse de 8 % de janvier à juin 2017, le prix moyen mensuel du lait augmente de plus de 12 % sur le second semestre. Le prix moyen annuel 2017 s’établit à 339 € pour 1 000 litres contre 289 en 2016, 308 en 2015 et 367 en 2014. Ainsi et même si la situation est moins défavorable pour les éleveurs, les prix ne reviennent pas au niveau connu sous le régime des quotas laitiers.

Timide redressement des cours des bovins

Avec un peu plus de 262 milliers de têtes abattues, l’abattage des bovins reste quasi-stable dans la région. En termes de production, 93 517 tonnes de gros bovins (bovins de plus de 12 mois) sont produites



Source : France AgriMer - Enquête mensuelle laitière



Source : France AgriMer - Enquête mensuelle laitière

en 2017 et 2 605 tonnes produites pour les bovins de moins de 12 mois.

Après deux années successives de hausse, le nombre de vaches laitières abattues a logiquement diminué en 2017

dans un contexte économique laitier plus favorable.

Avec la hausse de vaches laitières abattues en 2016, le cours de la vache toute catégorie est déprimé.

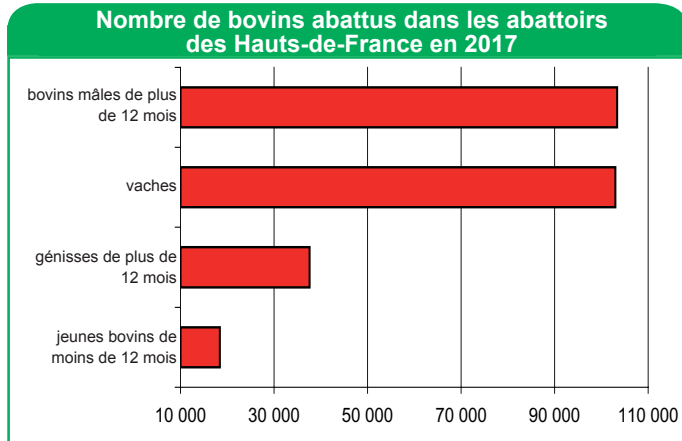
Il se relève timidement pour la vache de catégorie «R» soit plutôt une vache allaitante et dépasse les cours de 2016 en moyenne sur l'année, sans toutefois rattraper ceux de l'année 2015.

Le cours de la viande de vache de type

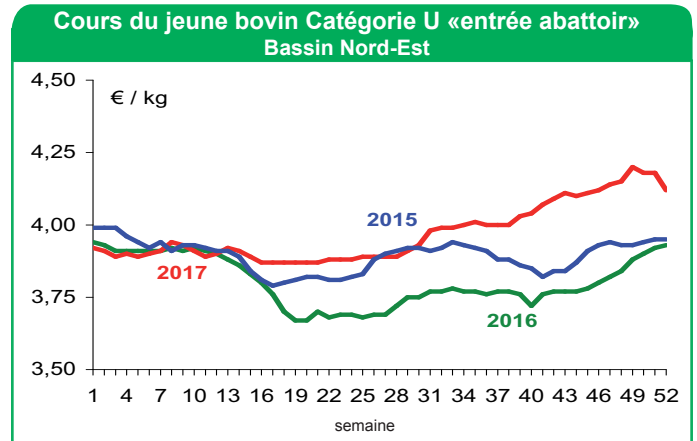
«P», soit la race laitière, affiche une tendance haussière plus nette avec près de 8 % d'augmentation en moyenne annuelle par rapport à l'année précédente.

En effet, l'offre en vaches laitières est moindre, ce qui soutient les prix.

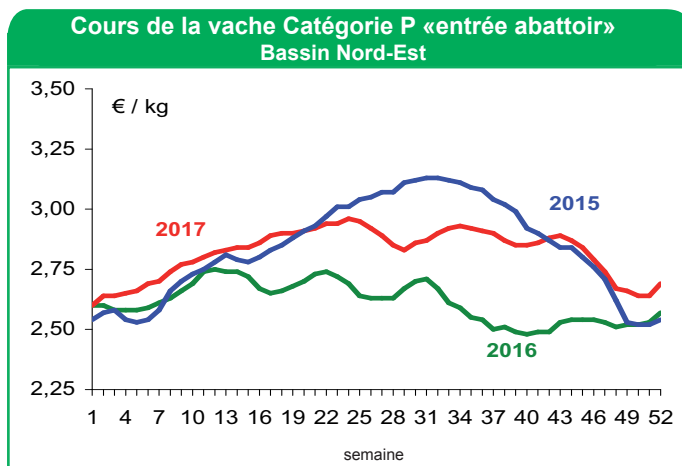
Autre conséquence de la baisse du cheptel laitier en 2016, le nombre de veau disponible est moindre ce qui permet un net redressement des cours, en particulier au cours du second semestre.



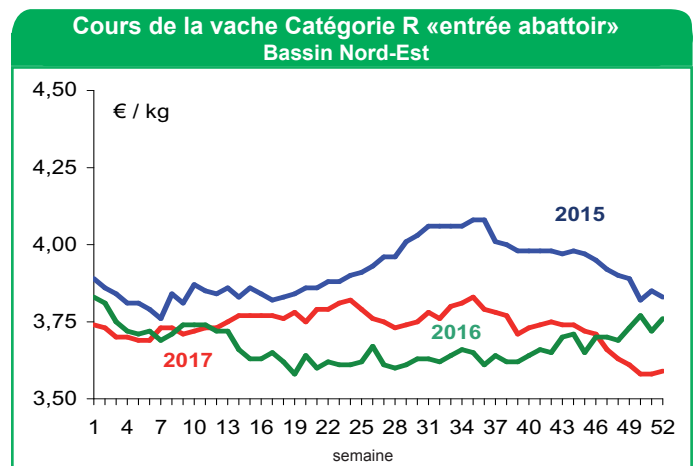
Source : SSP - BDNI



Source : Cotations FranceAgriMer



Source : Cotations FranceAgriMer

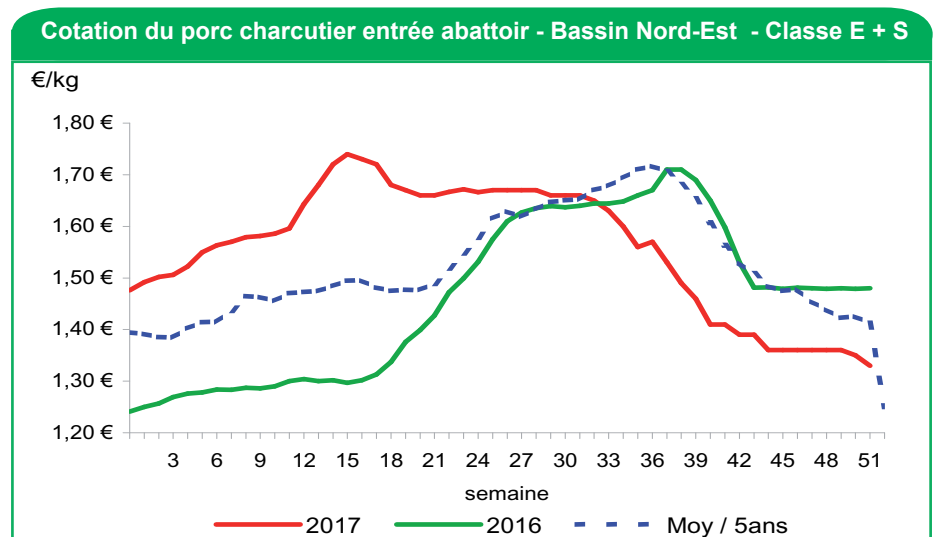


Source : Cotations FranceAgriMer

Marché porcin : après l'embellie, le marché se replie

En début d'année 2017, la conjoncture favorable de la campagne précédente se fait encore sentir et l'offre est par ailleurs en repli. Le cours du porc charcutier est orienté à la hausse les quatre premiers mois de l'année. Il s'élève à 1,74 €/kg la semaine de Pâques. A compter de cette date le prix du porc amorce un repli qui se poursuivra le restant de l'année 2017. En effet à partir d'avril la demande baisse tant sur le marché intérieur qu'à l'export, notamment avec un repli des achats chinois. Le bilan 2017 des exportations françaises reste cependant stable, la perte des volumes vers la Chine étant compensé par une augmentation des volumes vers l'Italie et l'Espagne. En septembre le cours passe sous celui de 2016 et finit l'année à son plus bas niveau à 1,35 €/kg.

L'année 2017 s'avère cependant une année positive avec un cours moyen qui reste supérieur de 7 % à celui de 2016.

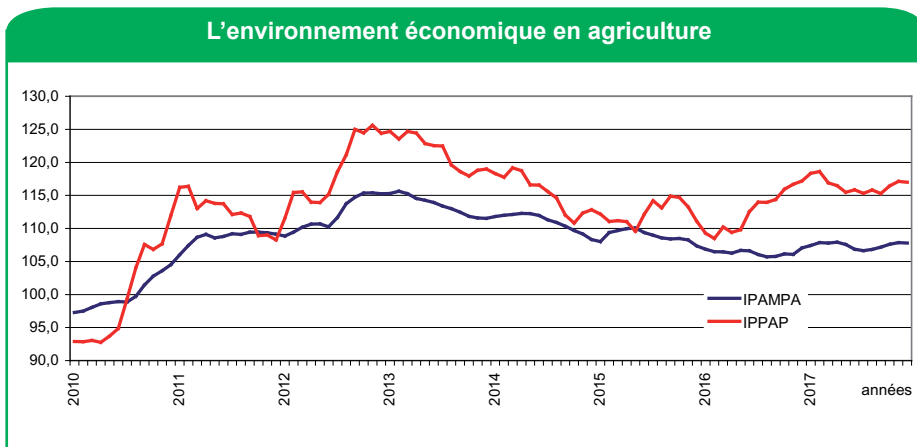


Source : RNM - FranceAgriMer

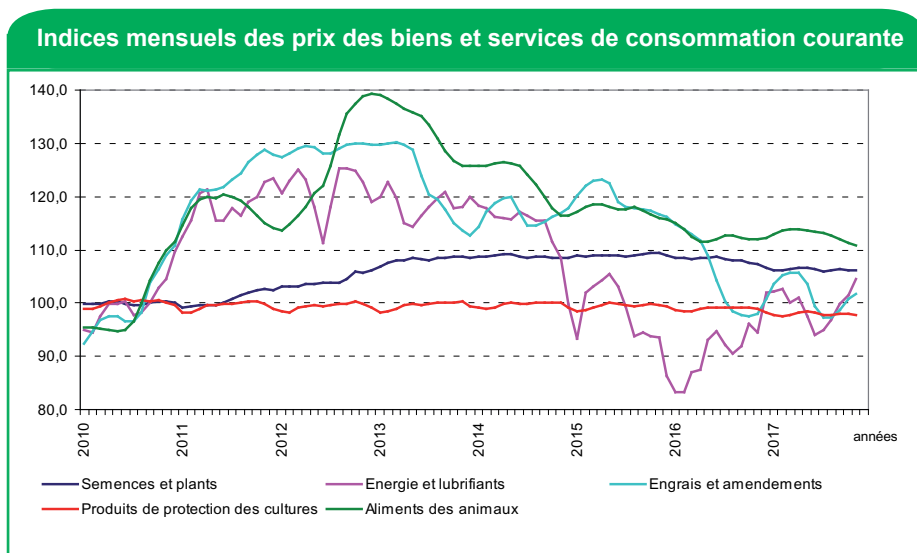
Avec 575 000 porcs charcutiers abattus de tonnes, l'activité des abattoirs régionaux reste stable par rapport à 2016.

Le prix des produits agricoles à la production toujours bien supérieur au coût des intrants

L'environnement économique est favorable à l'activité agricole. L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) est toujours inférieur d'environ 10 point à l'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP). La hausse des coûts de production est bien répercutée sur les prix des produits agricoles. En moyenne annuelle, l'indice général des produits intrants passe de 106,3 en 2016 à 107,4 en 2017 alors que l'indice général des prix des produits agricoles à la production augmente de 112,4 en 2016 à 116,0 en 2017.



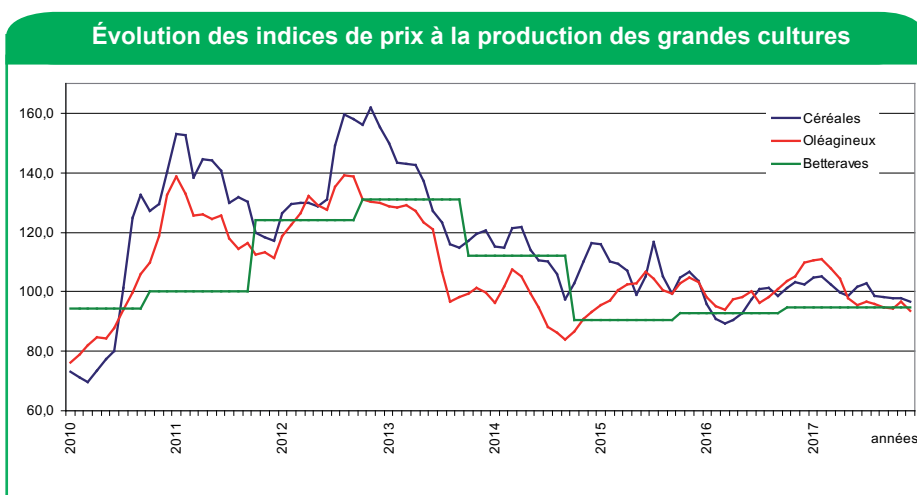
Parmi les biens et services de consommation courants, les prix de l'énergie et des lubrifiants ainsi que ceux des engrais augmentent en 2017. La hausse du prix de l'énergie fait suite à la décision de l'OPEP, en fin 2016, de réduire sa production. L'indice des prix des aliments pour animaux baisse au second semestre alors que ceux relatifs aux produits de protection des cultures ou aux semences et plants, restent stables. La tendance baissière du coût des aliments peut être corrélée aux cours déprimés des céréales depuis le mois d'août 2017.



Les indices de prix à la production des grandes cultures que sont les céréales, les betteraves et les oléagineux sont orientés à la baisse et se modifient depuis 2013.

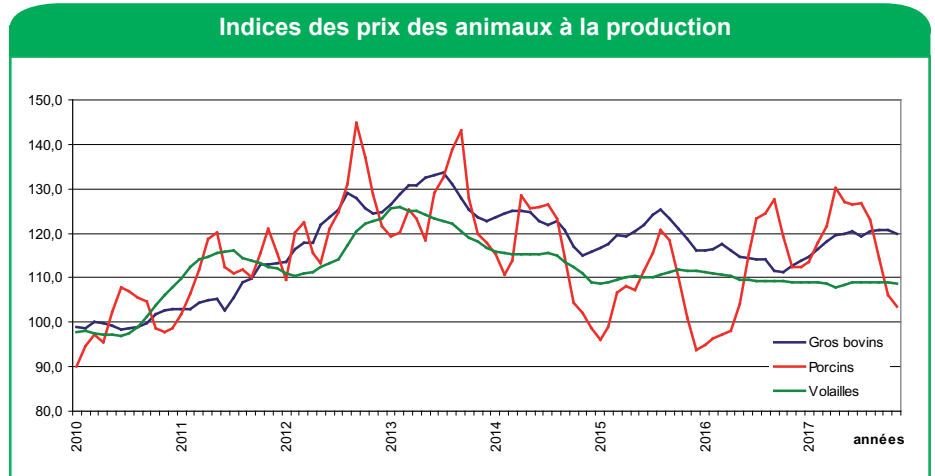
Avant 2014, les écarts d'évolution de prix entre productions sont importants et pour une même culture, la période des récoltes a un impact important sur la hausse ou la baisse des prix. Or depuis 2014, les indices de prix présentent une amplitude d'évolution plus restreinte, ils sont moins soumis aux évolutions saisonnières. Il semble probable que ces faibles évolutions aient une incidence sur le stockage des céréales qui de fait, paraît moins intéressant.

Concernant l'indice des prix du bétail, les porcins connaissent les plus grandes variations, notamment avec les périodes estivales. La hausse des prix de l'année 2016 est le résultat d'une forte demande chinoise, qui se réduit en 2017. Les exportations doivent se réaliser vers d'autres pays asiatiques. En France, la consommation de viande de porc est en baisse constante. L'environnement économique n'est pas favorable à cette production.



La grippe aviaire a un impact négatif sur l'indice des prix des volailles. Cependant la baisse des prix entamée en 2016 reste limitée.

Avec une baisse de la production de gros bovins, l'indice des prix de ces animaux à la production se redresse en 2017. Cumulé à une baisse de l'indice des prix des aliments pour animaux en fin d'année, la situation semble favorable en ce début d'année 2018.



Source : Agreste - INSEE

Bilan économique 2016 : Une année 2017 qui fait suite à des résultats économiques historiquement bas

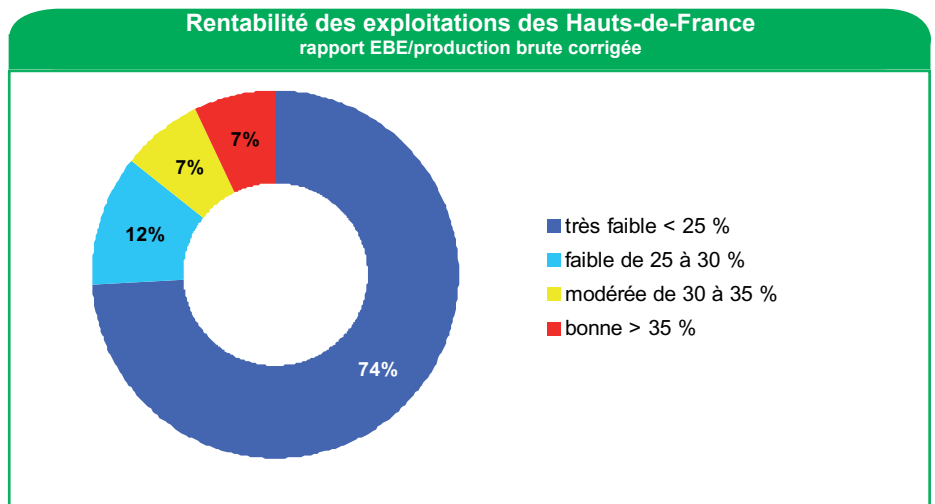
Après une perte de 81 % du résultat courant avant impôts des exploitations moyennes et grandes entre 2015 et 2016, la situation économique des exploitations est fragilisée. En 2016, 49 % des exploitations ont un résultat courant avant impôts par unité de travail non salarié négatif. Les rendements catastrophiques dus aux conditions météorologiques exceptionnelles et la baisse des prix sont les causes principales de cette situation économique dégradée.

Les exploitants abordent l'année 2017 avec trois indicateurs économiques défavorables :

- la rentabilité,
- l'endettement
- le rapport des annuités des emprunts long et moyen terme sur le chiffre d'affaires doit normalement être inférieur à 17 %. Il est de 18,3 %.

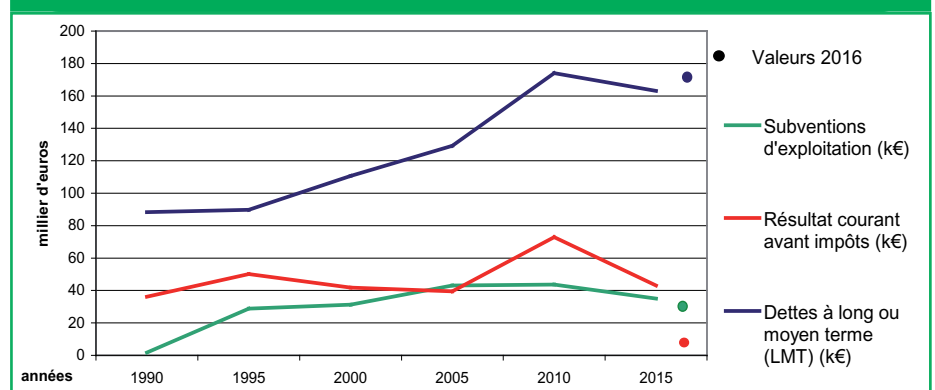
La rentabilité se mesure par le rapport entre EBE et production brute corrigée (production et subventions reçues). Elle doit être supérieure à 30 % mais elle n'est que de 18,1 %. Cela signifie que pour 100 € de production brute, l'excédent brut d'exploitation n'est que de 18,1 €. Or, l'excédent brut d'exploitation est la valeur produite au cours d'un cycle de production après déduction des approvisionnements utilisés comme les engrais ou les aliments, des services auprès des tiers (assurances, travaux par tiers...), des impôts et taxes (non compris l'impôt sur le revenu) et des frais de personnel (salaires, charges sociales). Son calcul ne prend pas en compte les dotations aux amortissements et les charges et produits financiers et exceptionnels.

Un EBE bas engendre des difficultés à faire face aux annuités d'emprunt et à dégager



Source : Agreste - RICA 2016

Évolution du RCAI comparée aux dettes LMT et aux subventions d'exploitation (en euros constants valeur 2016)



Source : Agreste - RICA

Nota Bene : Résultats courant avant impôts = Produits d'exploitation + Produits financiers - Charges d'exploitation - Charges financières

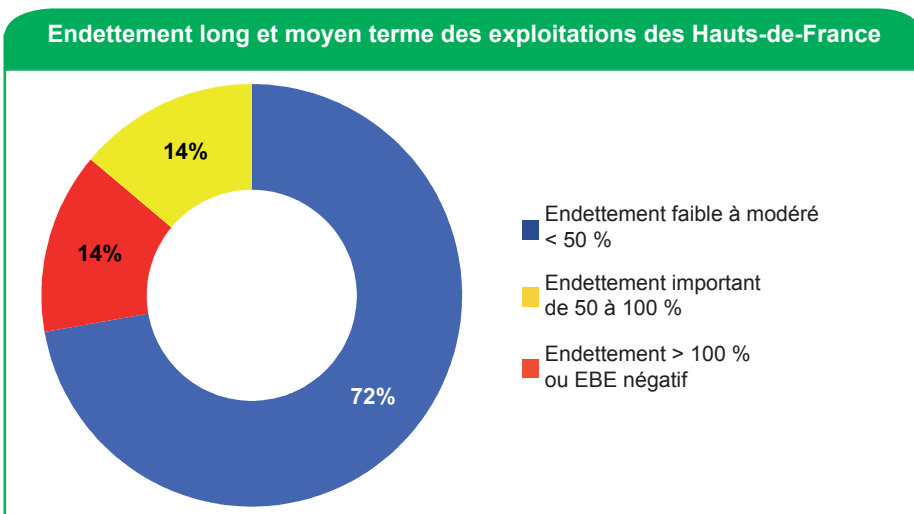
un revenu disponible. La rentabilité de l'exploitation est alors remise en cause, la trésorerie est amoindrie.

Dans les Hauts-de-France, 74 % soit près de 15 000 exploitations sont ainsi très faiblement rentables en 2016.

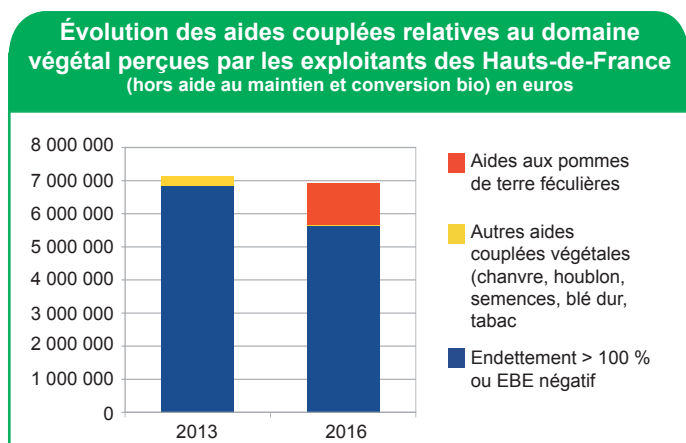
Les exploitations de la région se sont fortement endettées depuis la fin des années 90

L'endettement est représenté par le rapport entre les annuités des emprunts long et moyen terme et l'excédent brut d'exploitation. Il doit être inférieur à 45 %, or il est de 80 % en 2016. Ainsi, 14 % des exploitations des Hauts-de-France soit près de 3 000 exploitations ont un excédent brut d'exploitation qui ne permet pas de couvrir les annuités des emprunts de long et moyen terme. Facteur aggravant, 90 % de ces exploitations ont un excédent brut d'exploitation négatif.

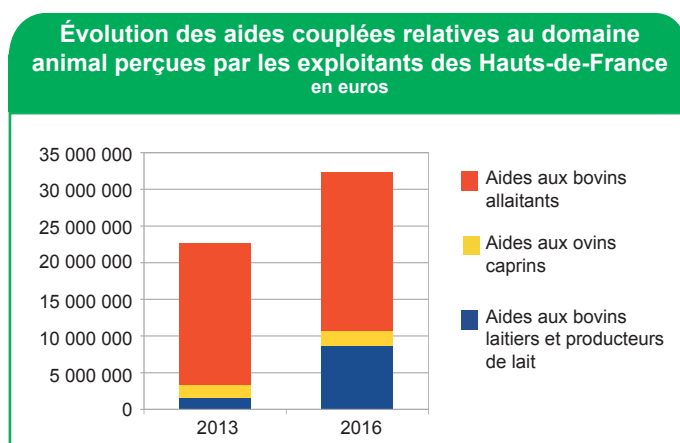
Cette stratégie financière impacte le résultat courant. De plus, les subventions allouées, dont les subventions de la politique agricole commune, baissent légèrement depuis 2013.



Source : Agreste - RICA 2016



Source : Agence de Services et de Paiement



Source : Agence de Services et de Paiement

Les résultats économiques de la région indiquent que la baisse du résultat des exploitations en 2016 est largement imputable à la baisse de la production. La baisse des subventions a un impact bien moindre. Ainsi, le faible niveau des trésoreries au début de l'année 2017, semble revêtir un caractère exceptionnel. Il n'en demeure pas moins que les exploitations devraient moins investir ces prochaines années afin de diminuer leur taux d'endettement.

Mylène COROENNE
Sandra DELABY
Pascal FOUQUART
Thierry LACOUA

Draaf - Srise

Résultats économiques moyenne en millier d'euros	2015	2016
Production de l'exercice (nette d'achats d'animaux)	253,7	213,7
Charges d'approvisionnement	100,4	100,3
Valeur ajoutée hors fermage	94,2	54,7
Subventions d'exploitations	36,8	32,2
Fermage, métayage	23,1	23,6
Charges de personnel	12,6	10,6
Excédent brut d'exploitation	92,0	52,1

Source : Agreste - RICA 2016

Agreste : la statistique agricole

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt des Hauts-de-France
Service régional de l'information statistique et économique
518, rue Saint-Fuscien - CS 90069 - 80094 Amiens cedex 3 - Tél. 03 22 33 55 50
Courriel : srise.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr

■ Directeur Régional : Luc MAURER
■ Directeur de publication : Grégory BOINEL

■ Composition : Monique LECUT
■ Impression : Srise Hauts-de-France © Agreste 2018



Résultats de la campagne 2017
(estimations établies par le service régional de l'information statistique et économique)

RÉPARTITION DU TERRITOIRE (en hectares)

	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme
Céréales	248 065	142 525	202 710	210 645	235 525
Oléagineux	54 885	10 620	44 055	16 450	31 578
Protéagineux	6 470	1 500	10 455	3 010	7 805
Betteraves industrielles	70 000	26 000	44 200	41 800	53 000
Plantes à fibres	2 300	6 200	2 650	11 200	10 700
Cultures industrielles diverses	43	759	0	725	533
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	222	75	0	75	0
Pommes de terre	10 935	31 142	6 220	29 760	35 750
Légumes frais	4 800	15 200	2 900	17 500	11 600
Choux, racines et tubercules fourragers	228	625	301	816	600
Fourrages annuels	11 220	28 100	10 900	36 650	23 305
Prairies artificielles et temporaires	7 100	7 100	5 700	11 350	9 360
Jachères	7 400	1 975	5 700	2 450	3 100
Surfaces toujours en herbe	73 731	87 300	39 950	77 100	45 100
SAU DU DÉPARTEMENT	505 219	362 314	376 022	465 866	470 402

CÉRÉALES, OLÉAGINEUX et PROTEAGINEUX

	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme
Blé tendre d'hiver					
Surface	181 700	114 715	155 930	169 500	191 400
Rendement	84	90	83	92	88
Production	15 262 800	10 324 350	12 942 190	15 594 000	16 843 200
Blé tendre de printemps					
Surface	300	400	200	500	270
Rendement	83	87	83	86	87
Production	24 900	34 800	16 600	43 000	23 490
Total blé tendre					
Surface	182 000	115 115	156 130	170 000	191 670
Rendement	84	90	83	92	88
Production	15 287 700	10 359 150	12 958 790	15 637 000	16 866 690
Orge et escourgeon d'hiver					
Surface	24 800	12 760	25 200	27 500	27 800
Rendement	82	86	80	85	83
Production	2 033 600	1 097 360	2 016 000	2 337 500	2 307 400
Orge de printemps					
Surface	22 300	2 190	8 200	5 700	7 740
Rendement	68	64	68	66	66
Production	1 516 400	140 160	557 600	376 200	510 840
Total orge et escourgeon					
Surface	47 100	14 950	33 400	33 200	35 540
Rendement	75	83	77	82	79
Production	3 550 000	1 237 520	2 573 600	2 713 700	2 818 240
Total Maïs					
Surface	15 360	10 800	9 570	4 185	5 850
Rendement	101	100	100	100	101
Production	1 550 100	1 080 000	961 200	418 500	591 020
TOTAL CÉRÉALES					
Surface	248 065	142 525	202 710	210 645	235 525
Production	20 601 525	12 782 280	16 704 370	18 975 735	20 428 811

Surfaces en hectares, rendements en quintaux, production en q/ha

Colza d'hiver						
	Surface	54 250	10 450	43 000	16 180	31 110
	Rendement	44	45	42	45	44
	Production	2 387 000	470 250	1 806 000	728 100	1 368 840
Féveroles						
	Surface	2 290	700	1 820	1 450	970
	Rendement	25	24	28	25	30
	Production	57 250	16 800	50 960	36 250	29 100
Pois protéagineux						
	Surface	4 180	800	8 635	1 560	6 835
	Rendement	40	40	44	40	43
	Production	167 200	32 000	379 940	62 400	293 905

FOURRAGES ANNUELS

	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	
Maïs fourrage et ensilage (plante entière)						
	Surface	10 820	27 600	9 800	35 100	21 005
	Rendement	150	155	151	155	150
	Production	1 623 200	4 278 000	1 479 800	5 440 500	3 152 800
Autres fourrages annuels						
	Surface	400	500	1 100	1 550	2 300
	Rendement					
	Production	32 000	27 500	60 500	65 100	126 500
TOTAL FOURRAGES ANNUELS						
	Surface	11 220	28 100	10 900	36 650	23 305
	Production	1 655 200	4 305 500	1 540 300	5 505 600	3 279 300

CULTURES INDUSTRIELLES

	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	
Betteraves industrielles						
	Surface	70 000	26 000	44 200	41 800	53 000
	Rendement	926	958	950	958	951
	Production	64 820 000	24 908 000	41 990 000	40 044 400	50 403 000
Lin textile (roui non battu)						
	Surface	2 200	6 200	2 650	11 200	10 700
	Rendement	63	61	51	61	57
	Production	138 600	378 200	135 150	683 200	609 900

POMMES DE TERRE

	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme	
Féculerie						
	Surface	2 830	260	1 830	1 830	9 200
	Rendement	540	550	565	525	515
	Production	1 528 200	143 000	1 033 950	960 750	4 738 000
Ensemble consommation						
	Surface	7 240	30 000	3 980	24 230	24 150
	Rendement	460	458	459		
	Production	3 327 400	13 740 000	1 826 000	11 115 800	11 197 250
ENSEMBLE POMMES DE TERRE (dont plants)						
	Surface	10 935	31 142	6 220	29 760	35 750
	Production	5 105 044	14 139 374	2 972 237	13 248 243	16 662 551

Surfaces en hectares, rendements en quintaux, production en q/ha

PRODUCTION DE LAIT DE VACHE

	Aisne	Nord	Oise	Pas-de-Calais	Somme
Production totale en hectolitres	2 867 279	6 946 025	1 674 037	7 418 370	4 104 003
Taux Butyreux (g/l)	40,3	40,5	40,1	40,1	39,7
Matière protéique (g/l)	33,2	33,2	33,1	33,1	33,0